

organisations multilatérales telles que l'ONU peuvent souvent aller à l'encontre de l'objectif qu'est la sécurité humaine.

En résumé, le consensus était que la sécurité humaine peut représenter un changement de perspective profond et durable dans la politique étrangère du Canada. Un certain nombre de questions et de problèmes ont été examinés à cet égard, et ils sont résumés dans les sections suivantes.

### 3. Sécurité humaine : au service de l'Occident?

Comme nous le voyions ci-dessus, la notion de sécurité humaine s'appuie sur le régime des droits de la personne de l'après-guerre froide, et il se peut qu'elle soit étroitement liée, sur le plan conceptuel, au paradigme du développement humain. Si tel est le cas, elle dirige vers des objectifs généraux ancrés dans un cadre de référence idéologique particulier, étroitement lié à des notions libérales des droits de la personne et de la démocratie et visant à dépasser les États pour élargir la gamme des acteurs à la société civile.

Jusque-là, les principaux promoteurs de la sécurité humaine sont des États riches du Nord, alors que les plus grands détracteurs de l'idée même sont des pays du G-77. Il faut savoir que dans ces derniers, l'immense majorité des conflits sont des guerres intestines et que les États sont souvent les principaux auteurs d'actes de violence et d'atteintes à la sécurité humaine<sup>3</sup>. Les pays du G-77 craignent que la sécurité humaine légitime les interventions humanitaires forcées et qu'elle donne aux cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et en particulier aux États-Unis, toute latitude pour intervenir quand ils le jugent bon. En fait, beaucoup de pays du Sud redoutent aussi de voir perpétuer une tendance à l'action unilatérale et aux réponses incohérentes.

Voici quelques-unes des questions clés mises en lumière par les participants :

- Quand nous parlons des objectifs de la sécurité humaine, ne sommes-nous pas, implicitement, en train de promouvoir des intérêts occidentaux, autrement des pays du Nord? Comment des pays partisans de la sécurité humaine peuvent-ils éviter de paraître paternalistes et néocolonialistes dans leur approche?
- La sécurité humaine est-elle le prétexte à imposer des « normes en matière de civilisation » et, partant, à insinuer que certains groupes ou nations sont incapables, d'une manière ou d'une autre, de gouverner ou de se gouverner voire de remplir les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies et, donc, n'ont pas droit à la souveraineté et à la non-intervention?

---

<sup>3</sup> Pour une analyse de l'évolution de la nature des conflits, voir : David Turton (sous la dir.), *War and Ethnicity: Global Connections and Local Violence*, University of Rochester Press, 1997; également, Kal Holsti, *The State, War, and the State of War*. Cambridge University Press, 1997.